

CARINE BRIÈRE

**Maître de conférences en droit privé
habilitée à diriger des recherches**

carine.briere@univ-rouen.fr

THÈMES DE RECHERCHES

Droit international privé – Droits fondamentaux – Droit de la famille –
Conflits de sources – Interactions normatives – Espace judiciaire européen

FORMATION / CARRIÈRE

2006 : Habilitation à diriger des recherches – Université de Rouen

Depuis 2000 : Maître de conférences à l'université de Rouen

1999 : Doctorat en Droit – Université de Rouen (Thèse s'intitulant *Les conflits de conventions internationales en droit privé* soutenue en septembre 1999)

PUBLICATIONS

1. Ouvrages :

1.1 Ouvrages individuels :

Cours de droit international privé, Lextenso, Gualino, coll. Amphi LMD, 1^{re} éd., 2017, 404 p.

L'essentiel des Grands arrêts du droit international privé, Lextenso, collection 'Les carrés', 2^{ème} éd, 2017, 191 p.

La régulation normative dans l'espace judiciaire européen, Larcier, Collection droit international, 2016, 140 p.

Les conflits de conventions internationales en droit privé, préface de P. Courbe, Bibliothèque de droit privé, LGDJ, t. 347, 2001, 426 p.

1.2 Ouvrages collectifs :

La transmission de patrimoine en droit international privé, in : Le Patrimoine, ouvrage collectif du CUREJ, collection Juris-Seine du CUREJ, Presses universitaires Rouen-Le Havre (PURH), 2015, p. 223-231 (chapitre d'ouvrage).

Unalex Commentary on The Brussels I Regulation, recherche collective sous la direction de S. Corneloup, travaux du CREDIMI de l'Université de Bourgogne (programme de recherche de l'Union européenne), IPR Verlag, version française, commentaire des articles 66 à 72 du Règlement (Relations avec les autres instruments), 2013, consultable en ligne sur unalex-workshop.eu (chapitres d'ouvrage).

Le droit des transports : terrain de prédilection des conflits de conventions internationales, Mélanges à la mémoire de P. Courbe, Dalloz 2012, p. 61-74 (chapitre d'ouvrage).

La Convention européenne des droits de l'Homme et le droit international privé : La répudiation en droit musulman, l'enlèvement d'enfants et la procédure devant les tribunaux rabbiniques (arrêt DD c/ France du 8 novembre 2005 et décision Eskinazi et Chelouche c/ Turquie du 6 décembre 2005), in : P. Tavernier (sous la direction de) : La France et la Cour européenne des droits de l'homme - La jurisprudence en 2005, Bruylant, 2006, p.195-213 (Colloque international du 27 février 2006, Université Paris Sud).

Le régime juridique des prestataires techniques de l'internet, in Rencontres SHS, Presses universitaires Rouen-Le Havre, 2005, p. 87-94 (Colloque de l'Université de Rouen).

2. Autres publications :

2.1 Articles :

Réflexions sur l'influence de la Conférence de La Haye, Recueil Dalloz 2018, p.1656 à 1663.

La Codification du droit international privé monégasque, JDI (Clunet) 2018, doct. 3, p. 53-80.

Le droit international privé européen des contrats et la coordination des sources, JDI (Clunet) 2009, doct. 6, p. 791-807.

Le règlement (CE) n° 864/2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II), JDI (Clunet) 2008, doct. 2, p. 31-74.

Réflexions sur les interactions entre la proposition de règlement Rome II et les conventions internationales, JDI (Clunet), 2005, doct. 8, p. 677-694.

La certitude du préjudice dans la responsabilité des professionnels du droit, Revue responsabilité civile et assurances, juillet - août 2004, Chron.17, p. 13-14.

Dévolution du nom de famille : aperçu rapide de la loi n° 2003-516 du 18 juin 2003, LPA n° 136 du 9 juillet 2003, doct. p. 10-12.

La coparentalité : mythe ou réalité ? (Commentaire de la loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale), Revue de droit sanitaire et social 2002, n°3, doct. p.567-580.

L'attribution du nom de famille : entre modernité et tradition, LPA n° 58 du 28 mars 2002, doct. p. 4-6.

Réflexions sur le droit pénal des mineurs : de l'éducatif au répressif, LPA n° 254 du 20 déc. 2002, doct. p. 4-10.

Révolution en cours dans le système français de dévolution du nom, LPA n°42 du 28 fév. 2001, doct. p. 5-8.

L'enfant et le changement de son patronyme, LPA n° 54 du 16 mars 2000, doct. p. 5-14.

2.2 Fascicule :

Le règlement (CE) n°864/2007 du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II), JurisClasseur Europe Traité, fascicule 3206, 2è éd., 2016, 30 p.

2.3 Chroniques :

2.3.1 Participation à la chronique annuelle de droit international privé publiée aux Petites affiches depuis 2002 par le CUREJ

Articles :

Vers de profonds bouleversements en matière de successions internationales, LPA 26 juillet 2010, doct. p. 14-20.

L'actualité en matière de déplacements ou de rétentions illicites des enfants, LPA n°151 du 30 juillet 2007, doct. p.16-20.

Commentaire des articles 370-3 à 370-5 du Code civil (issus de la loi n° 2001-111 du 6 février 2001 relative à l'adoption internationale), LPA n° 107 du 29 mai 2002, doct. p. 13-16.

Commentaires ou sommaires de jurisprudence :

La renonciation à l'immunité d'exécution, note sous Cass. Civ. 1re, 10 janv. 2018, LPA 2018, p. 9-11.

La compétence internationale en matière de responsabilité parentale et d'obligation alimentaire, note sous CJUE 15 févr. 2017, LPA 2017, n° 182-183, p. 18-20.

Désactivation de compte Facebook et compétence internationale du juge français, note sous Paris 12 fév. 2016, LPA 2016, n° 193, p 13.

La concentration de compétences en matière d'enlèvement d'enfants, note sous CJUE 9 janv. 2015, LPA 2015, n° 172, p. 11.

La localisation du fait dommageable au sens de l'article 5-3° du Règlement Bruxelles I, note sous Cass. com. 7 janv. 2014 et CJUE 16 janv. 2014, LPA n° 230, 18 nov. 2014, p.18-20.

La loi applicable aux nullités de la période suspecte, note sous Cass. com. 2 oct. 2012 (2 arrêts), LPA n° 211 du 22 oct. 2013, p. 19-22.

Droit du créancier d'aliments à l'assistance dans l'exécution d'un jugement étranger, note sous CEDH 18 nov. 2010, LPA n° 236 du 28 nov. 2011, p.13-15.

Le renvoi en matière de succession immobilière : sommaire de jurisprudence sous Cass. civ. 1^{re}, 20 juin 2006, LPA n°152 du 31 juillet 2007, p. 17-18.

L'option de compétence de l'article 5-3 de la Convention de Bruxelles : sommaire de jurisprudence sous Cass. civ. 1^{re}, 17 janv. 2006 ; Cass. civ. 1^{re}, 31 janv. 2006 ; Cass. civ. 1^{re}, 30 oct. 2006 ; Cass. civ. 1^{re}, 21 nov. 2006 : LPA n°152 du 31 juillet 2007, p. 15-17.

Le conflit entre le droit communautaire et la Convention n° 45 de l'OIT : sommaire de jurisprudence sous CJCE 1^{er} fév. 2005, LPA n° 66 du 3 avril 2006, p. 15-16.

Déplacement illicite et intérêt supérieur de l'enfant, sommaire de jurisprudence sous Cass. civ. 1^{re}, 14 juin 2005, LPA n°66 du 3 avril 2006, p. 12-13.

Un exemple de naturalisation d'un jugement étranger d'adoption : note sous Cass. civ. 1^{re}, 18 mai 2005, LPA n°66 du 3 avril 2006, p. 9-12.

L'application de la Convention franco-marocaine en matière d'enlèvements d'enfants : note sous Cass. civ.1^{re}, 7 oct. 2003, LPA n° 38 du 23 fév. 2005, p. 11-13.

Compétence du juge français pour statuer sur une action en contrefaçon de marque reproduite sur un site web étranger : note sous Cass. civ.1^{re}, 9 déc. 2003, Chronique de DIP, LPA n° 38 du 23 fév. 2005, p. 5-8.

Le conflit entre le Traité CE et une convention bilatérale antérieure : note sous CJCE 18 nov. 2003, LPA n° 37 du 22 fév. 2005, p. 9-13.

La charge de la preuve du défaut de conformité en matière de vente internationale : sommaire de jurisprudence sous Cass. civ. 1^{re}, 24 sept. 2003, LPA n° 115 du 9 juin 2004, p. 20-21.

La Cour de Strasbourg, gardienne du respect de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 : note sous CEDH 26 juin 2003, LPA n° 113 du 7 juin 2004, p. 10-14.

La compétence des juridictions françaises à l'égard d'une société anglaise fondée sur l'article 6 § 1 de la Convention de Bruxelles : note sous Cass. civ. 1^{re}, 6 mai 2003, LPA n° 113 du 7 juin 2004, p. 3-5.

Le consentement à l'adoption plénière d'un enfant algérien : note sous Cass. civ. 1^{re}, 22 oct. 2002, LPA n° 206 du 15 oct. 2003, p. 15-17.

Nullité du mariage célébré à l'étranger entre une Française célibataire et un musulman déjà marié : note sous Cass. civ. 1^{re}, 24 sept. 2002, LPA n° 206 du 15 oct. 2003, p. 12-14.

La Convention de La Haye du 25 octobre 1980 à l'épreuve de la pratique : note sous Cass. civ. 1^{re}, 19 mars 2002, LPA n° 242 du 4 déc. 2002, p. 8-10.

Incompétence du juge français des référés pour ordonner une expertise en Angleterre : note sous Cass. civ. 1^{re}, 11 déc. 2001, LPA n° 242 du 4 déc. 2002, p. 6-8.

2.3.2 Participation à la chronique de contentieux judiciaire international et européen publiée à la Gazette du Palais, sous la direction de Madame le professeur M.-L. Niboyet

Article :

Faut-il faire jouer le renvoi en matière de succession immobilière ?, Gazette du Palais 1-3 oct. 2000, doct. p.1727-1730.

2.3.3 Rédaction de la page annuelle de l'ARJ Rouen publiée à la semaine juridique édition générale (la semaine en région)

Découverte d'un trésor : obs. sous CA Rouen 18 févr. 2018, JCP 2018, act. 906.

Santé publique (hospitalisation d'office en cas d'anorexie) : obs sous CA Rouen 24 mai 2017, JCP G 2017, act. 909

Paris sportifs et clause abusive : obs. sous CA Rouen 31 mars 2016, JCP G 2016, act. 936.

La forclusion du créancier européen, obs. sous CA Rouen, 16 avril 2015, JCP G 2015, actu. 934.

For de présence et intérêt de l'enfant, obs. sous CA Rouen 27 mars 2014, JCP G 2014, act. 911.

Indivisibilité du litige et clause attributive de juridiction, obs. sous CA Rouen 16 mai 2013, JCP G, 2013, act 924.

Disparition en mer : fondement de la responsabilité et étendue de la garantie de l'assureur, obs. sous CA Rouen 31 mai 2012, JCP G 2012, act. 943.

Centrale nucléaire : preuve rapportée d'un risque grave et d'un risque psychosocial : obs. sous CA Rouen 22 fév. 2011, JCP G 2011, act. 925.

Incoterm applicable et conditions générales d'achat virtuelles : obs. sous CA Rouen 1^{er} avril 2010, JCP G 2010, act. 866.

Adoption simple : dérogation à la condition de différence d'âge : obs. sous CA Rouen 7 mai 2009, JCP G 2009, act. 275.

2.3.4 Participation à la page internet d'actualité de la section DIP de la Société de législation comparé (<http://www.slc-dip.com>)

Droit international privé comparé. Belgique. Compatibilité de la loi étrangère ignorant la pension alimentaire après divorce à l'ordre public international belge, note sous Cour de cassation belge 18 juin 2007, Publication électronique mise en ligne en octobre 2008.

2.4 Notes d'arrêt :

Sous-traitance industrielle et loi de police, note sous Cass. com. 20 avril 2017, JDI (Clunet) 2018, comm.4.

La loi applicable à la responsabilité extra-contractuelle du banquier tiré, note sous Cass. com. 4 nov. 2014, JDI (Clunet) 2015, comm. 9, p. 635-645.

Clause d'exception et contrat de travail international, note sous CJUE 12 sept. 2013, JDI (Clunet) 2014, comm. 4, p. 165-180.

Inefficacité d'une clause attributive de juridiction potestative et connexité, note sous Cass. civ. 1^{re}, 26 sept. 2013, JDI (Clunet) 2013, comm. 4, p. 175-184.

Le refus de conversion de l'adoption simple prononcée en Haïti en adoption plénière, note sous Cass. civ. 1^{re}, 23 mai 2012, Recueil Dalloz, 2012, p. 1723-1727.

Le champ d'application *ratione temporis* du Règlement Rome II, note sous CJUE 17 nov. 2011, JDI (Clunet) 2012, comm. 12, p. 693-702.

La loi applicable au contrat de travail d'un chauffeur routier international, note sous CJUE 15 mars 2011, JDI (Clunet) 2012, comm. 5, p. 189-196.

La loi applicable à un contrat d'entreprise à défaut d'*electio juris*, note sous Cass. civ. 1^{re}, 19 oct. 2010, JDI (Clunet) 2011, comm. 18, p. 943-953.

Conflits de juridictions et loteries publicitaires : note sous Cass. civ. 1^{re}, 7 mai 2010, (3 arrêts), JDI (Clunet) 2011, comm. 7, p. 139-151.

Les couples binationaux et le choix du nom de famille, note sous CEDH 9 nov. 2010, Recueil Dalloz 2011, p. 804-807.

Bruxelles II bis : mesure provisoire sur mesure provisoire ne vaut : note sous CJCE 23 déc. 2009, Recueil Dalloz 2010, p. 1055-1058.

Le contrôle de la Cour européenne des droits de l'Homme sur les conditions d'accès à l'adoption : note sous CEDH 10 juin 2010, Recueil Dalloz 2010, p. 2269-2272.

Fourniture de photographies de tiers à la presse et responsabilité : à propos de l'affaire dite de la "Josacine empoisonnée": note sous CA Rouen 21 oct. 2009, JCP G 2010, p. 534-536.

Règlement Bruxelles II bis et divorce d'époux ayant une double nationalité commune, note sous CJCE 16 juillet 2009, Revue critique de droit international privé 2010, p.184-199.

L'immunité de juridiction civile de l'État étranger, note sous CA Paris 16 janv. 2009, JDI (Clunet) 2009, comm. 14, p. 863-877.

Nullité du mariage pour défaut d'intention matrimoniale : note sous Cass. civ. 1^{re}, 9 juillet 2008, JDI (Clunet) 2009, comm. 1, p. 147-153.

Adoption internationale : la Kafala ne vaut pas adoption simple, note sous Cass. civ. 1^{re}, 10 oct. 2006 (2 espèces), JDI (Clunet) 2007, comm. 11, p. 564-572.

La Convention de Berne et le principe communautaire de non-discrimination : note sous CJCE 30 juin 2005, Recueil Dalloz 13 oct. 2005, p. 2533-2536.

La convention dite CMR prime sur la Convention de Bruxelles : note sous CJCE 28 oct. 2004, Recueil Dalloz du 24 fév. 2005, p. 547-550.

Le préposé qui se rend coupable d'infractions pénales volontaires sur l'ordre de son commettant engage au-delà de sa responsabilité pénale sa responsabilité civile à l'égard des tiers : note sous Cass. Ass. Plén. 14 déc. 2001, *Cousin*, JCP E 2002, p. 279-282.

Conditions de recevabilité d'une demande de prestation compensatoire présentée pour la première fois en appel : note sous Cass. civ. 2^{ème}, 31 mai 2000, *Carpano*, JCP G 2000, II, 10425 (p. 2129-2131).

2.5 Comptes - rendus bibliographiques

The 2005 Hague convention on choice of court agreements. Commentary and documents par R. A. Brand et P. M. Herrup (Cambridge University Press, 2008), JDI (Clunet) 2009, biblio. 11, p. 1085-1088.

Appréciation critique du droit international privé conventionnel. Pour une autre approche de l'harmonisation des relations privées internationales, par S. Lécuyer, (LGDJ, Bibliothèque de droit privé, t. 495, 2008), Revue internationale de droit comparé, 2008, biblio. p. 788-792.

Le règlement communautaire Rome II sur la loi applicable aux obligations non contractuelles, sous la direction de S. Corneloup et N. Joubert (LexisNexis, coll. Travaux du CREDIMI. – 2008), JDI (Clunet) 2008, biblio. 6, p. 917-920.